

## INSTALLATION DU BUREAU POUR L'ANNÉE 2012

Discours de Monsieur Jean-François COLOMER

nouveau Président

Monsieur le ministre,

Messieurs les secrétaire et trésorier perpétuels,

Mon cher Président Jean-François Morot-Gaudry,

Chers confrères, chères consœurs ; chers amis.

Je vais tenter devant vous d'analyser les relations entre information, communication, science et technologie. Les Journalistes disent souvent qu'il ne se passe rien les années électorales.

2012 pourrait bien infirmer cette opinion. Il y a en effet la crise économique et financière, le débat sur le changement climatique, le malaise sociétal, les blocages sur les OGM, la globalisation de la communication et bien d'autres sujets de préoccupation en France, en Europe et dans le monde. Ils nous imposent d'imaginer des nouveaux modes de débats, de gouvernance, de management de la connaissance et de l'action dans un monde où les progrès des sciences et des technologies sont et seront encore plus considérables. Ils peuvent nous aider à résoudre nombre de problèmes. En premier lieu d'aller à l'encontre du pessimisme généralisé des Français mesuré par les enquêtes d'opinion (cet outil moderne et parfois contesté de mesure de l'information et de la communication). Ainsi, ces sondages indiquent que seulement 33 % de la population affiche une confiance dans l'avenir contre 72 % au Brésil et 92 % en Inde. Le futur fait peur en Europe et rêver dans les pays en développement. Notre société a du mal à accepter l'incertitude propre à toute démarche scientifique. Elle opte volontiers pour les certitudes énoncées par des experts autoproclamés qui s'affichent dans les médias et au service de certaines associations et groupes de pression.

Face à cette situation, encore nous faut-il être en capacité de capitaliser l'information scientifique et technique et d'inventer de nouvelles manières de dire la science à l'opinion publique. C'est ce qu'a préconisé Étienne Klein le 7 décembre dernier lors d'un colloque à l'Hôtel de Lassay : « Vérités scientifiques et démocratie ». Un discours à destination aussi des agriculteurs pour lesquels il faut ouvrir des perspectives nouvelles auxquelles il faut redonner confiance. Avec la mondialisation, la communication change en effet de périmètre. Sylvie Goulard, députée européenne nous a invités, lors de notre séance du 250<sup>ème</sup> anniversaire au Palais du Luxembourg, à parier sur des structures politiques plus sophistiquées ; elles mêmes précédées par des débats dans lesquels les opinions publiques se reconnaissent. Vaste programme !

Cette mission de service public, je vous le rappelle, figure dans les statuts de notre Compagnie. Elle a été réaffirmée par le décret présidentiel du 14 juin 1995 : je cite : « L'Académie veille au maintien d'un débat de qualité, conduit en langue française ; elle facilite le contact direct avec l'opinion publique ». C'est une des raisons, je pense, pour laquelle, dans une assemblée composée majoritairement de scientifiques, vous avez choisi, non sans audace, d'élire un ancien journaliste à la tête de l'Académie d'Agriculture.

L'information et la communication constituent en effet une science récente qui s'est développée simultanément à l'essor des biotechnologies et des sciences cognitives. Elles peuvent et doivent nous permettre d'améliorer et de relancer le dialogue, pas toujours facile, entre science et démocratie. Elles sont sans doute la seule vraie révolution des cinquante dernières années par leur omniprésence, leur usage généralisé et le fait qu'elles sont de plus en plus inséparables des technologies. Comme le souligne Dominique Wolton dans « Sauver la communication » : « Avec la mondialisation, la communication change de statut. Elle n'est plus physique, elle est de moins en moins un dispositif technique, elle est l'expression de la symbolisation permettant le fonctionnement des sociétés ouvertes. Elle est de moins en moins dans les outils et les services omniprésents. Elle revendique un rôle de médiation, de tiers lien, d'interface, autrement dit de passage de la transmission à la médiation...et de l'imaginaire dans un monde saturé de performances, d'interactivités, de services, de rationalité ». Régis Debray va encore plus loin en proposant une nouvelle discipline, la « médiologie », autrement dit : quand on met en ligne un dire, la façon de le dire et qui tient à le redire ?

Il me faut souligner ici l'initiative de George Pedro, alors Secrétaire perpétuel de notre Compagnie, pour avoir mis en place un groupe « Communication » dont il m'a confié l'animation. Parallèlement, il a créé une délégation aux relations extérieures afin de développer l'image et valoriser les travaux de l'Académie dans les médias et auprès de notre environnement professionnel. Il nous reste encore beaucoup de chemin à faire en prenant exemple sur nos grands anciens du 19<sup>ème</sup> et du début du 20<sup>ème</sup> siècle comme Henri Hitier, vingt ans Secrétaire perpétuel. Ces derniers étaient tout à la fois des scientifiques, des enseignants et des hommes de communication, un peu sur le modèle de Claude Allègre, ici présent !

Mais, me direz-vous, comment situer et qualifier l'information et la communication ? L'information est essentiellement liée au message. Il y a l'information « presse » en relation avec les actualités ; l'information « service » articulée autour des nouveaux médias et de la publicité ; l'information « loisirs » centrée sur les jeux et l'interactivité ; l'information militante pour illustrer des combats politiques ou sociaux comme cela est actuellement le cas au Moyen-Orient. Mais il y a surtout ce que l'on appelle l'information de référence qui nous intéresse au premier chef, à savoir les banques de données qui nécessitent un minimum de connaissances et qui ne sont pas sans poser quelques problèmes lorsque l'on consulte par exemple Wikipédia.

Les sciences de la communication et de l'information, je vous l'ai dit, sont des sciences jeunes. Selon le philosophe Jean-Pierre Dupuy et le neurophysiologiste Jean-Didier Vincent elles entrent en convergence, grâce aux capacités informatiques, avec les nanotechnologies qui permettent d'agir sur l'infiniment petit, les sciences du cerveau, les biotechnologies. Leurs interactions vont encore multiplier leur puissance avec le risque de provoquer des blocages politiques et sociétaux. Mais, comme le rappelle Dominique Wolton, elles ont un objectif plus large que les techniques car la communication est d'abord une réalité culturelle et sociale qui permet les contacts entre les hommes et les sociétés. D'où l'importance de l'étude des inter-relations entre les émetteurs, les messages et les récepteurs. Et là, interviennent la philosophie, la linguistique, la psychologie sociale, l'histoire, l'anthropologie... sans oublier l'éthique. Et cela dans le but de faire dialoguer le chercheur, l'ingénieur, le technicien, le commerçant, le politique... et l'homme de la rue.

Alors, comment faire progresser les choses ?

Il convient au préalable de poser le postulat que la libre communication de pensée et d'opinion est un des droits les plus précieux de l'Homme, comme cela est rappelé dans la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen. Au point que, sous forme de boutade, Thomas Jefferson qui a été un membre illustre de l'Académie et le rédacteur de la Constitution des États-Unis d'Amérique s'est permis de dire, je cite : « S'il m'était laissé de choisir si nous devons avoir un gouvernement sans journaux ou des journaux sans gouvernement, je n'hésiterais pas un instant ». Je dirais « CQFD » compte tenu de ce qui s'est passé depuis 18 mois dans le royaume de Belgique !

Il faut également prendre en compte, comme l'avance le sociologue Erik Neveu, « Qu'un discours vrai ou scientifique ne suffit pas pour produire des effets, il faut qu'il soit vraisemblable et compatible avec un horizon d'attente sociale et non par la seule force des arguments ». Le scientifique doit se positionner en quelque sorte comme un « montreur de communication ». Ainsi Pasteur, avec l'invention du microbe invisible et appuyé en cela par le mouvement hygiéniste du 19<sup>e</sup> siècle, a-t-il apporté la clé de l'énigme posée à l'opinion publique. La société était à cette époque inquiète de l'impuissance du progrès économique à résoudre les problèmes de santé publique et de sécurité sanitaire des aliments.

Il va falloir, pour sortir de la crise, et ouvrir de nouveaux horizons aux agriculteurs et plus généralement à tous les acteurs qui nous concernent : miser tout à la fois sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) ; sur les nouvelles technologies de l'énergie afin de répondre au défi de l'environnement ; et sur les nouvelles technologies de l'agroalimentaire afin de nourrir demain autour de 9 milliards d'individus sur terre. Trois mots sont la signature de notre Compagnie « Agriculture, alimentation, environnement ». En la matière, nous avons du retard sur l'Allemagne qui nous a pris la première place d'exportateur dans le secteur agroalimentaire. Nous allons devoir, à l'Académie, nous positionner comme une « Think tank » (un laboratoire d'idées), car notre monde est dominé par les réseaux d'échanges entre chercheurs, politiques, leaders d'opinion, acteurs économiques. Nous avons à jouer un rôle déterminant par l'émission de comparaisons, d'analyses (y compris par des revues de presse pour comprendre pourquoi certaines informations sont mal passées), d'expertises et de propositions. C'est l'objet de nos groupes de réflexion thématiques comme ceux sur les abeilles, l'agriculture biologique ou la PAC, mais aussi par l'organisation de « Controverses » comme nous l'avons fait pour le bois et la forêt. C'est également le cas des séances communes de référence organisées avec l'Académie de Médecine sur le lait, les œufs ou plus récemment la viande. Pour dynamiser ces séances nous pourrions envisager une co-animation entre le président et le responsable de la réunion comme cela a été le cas, avec succès, lors de la séance du 250<sup>ème</sup> anniversaire à l'Académie des Sciences grâce à Dominique Job.

De la même façon, il faut remonter aux sources de notre Académie et retisser des liens avec nos Confrères dans les régions et à l'étranger afin de faire remonter, à bénéfice réciproque, de l'information

économique, technologique et scientifique. Un premier colloque décentralisé va se tenir en mai à Toulouse, en liaison avec les autorités locales et régionales. Pour aller plus avant, nous avons en projet d'investir matériellement afin d'être en mesure de transmettre nos séances en vidéo ainsi que sur notre site Internet.

Cela devrait renforcer les liens d'appartenance à l'Académie de nos membres en région et à l'étranger. Nous éditons déjà une lettre trimestrielle de liaison et d'opinion. Une lettre électronique mensuelle supplémentaire d'informations synthétiques est certainement à envisager sur le modèle de celle de l'Académie de Médecine.

Il serait opportun aussi d'organiser, à l'occasion d'une séance libre au second semestre, une réception officielle des nouveaux membres élus avec la remise d'un parchemin ou d'une médaille, comme à l'Académie des Sciences. Ce serait l'occasion de rappeler à tout nouveau membre, qu'au delà de la distinction académique, il s'engage à investir du temps et de la matière grise au service de la Compagnie.

Tout cela induit un travail de longue haleine qui va bien au-delà du mandat annuel d'un Président et d'un Bureau, mais il y va du futur de notre Académie.

Plus que jamais, nous avons le devoir, dans cette économie qualifiée de « quaternaire » par le philosophe Michel Serres, de nous investir dans le transfert de connaissances, de répondre aux interpellations des politiques, des consommateurs et de l'opinion publique. Cela passe par la formulation d'un langage accessible au plus grand nombre et via les outils de la communication modernes (Smartphone, tablettes, liseuses et j'en passe). Des appendices qui sont de plus en plus orientés sur Internet vers les services ou l'animation de communautés sous forme de forums. Sans oublier que la contrepartie de la mobilité c'est la centralisation de l'information.

Au final, en cette année d'élections du Président de la République et à l'Assemblée nationale, mais aussi d'un nouveau Secrétaire perpétuel à l'Académie, c'est à une réflexion sur le pouvoir que je vous propose de nous engager, mais aussi sur la régulation, voire le contrôle de l'information et de la communication. Qui va demain transmettre le savoir, et à qui le transmettre ? Comment allons-nous nous positionner par rapport aux médias. Ces derniers, selon Michel Serres dans un discours sur « Les nouveaux défis de l'Éducation » sous la Coupole, le 1ermars 2011, : « ... se sont saisis de la fonction d'enseignement au profit d'une société du spectacle réduisant chez les jeunes générations la durée des images à sept secondes et le temps des réponses aux questions à quinze secondes. Ces jeunes habitent le virtuel. Ils ne connaissent, ni n'intègrent, ni ne synthétisent, comme leurs ascendants qu'en manipulant plusieurs informations à la fois.

Ils n'habitent plus le même espace ». C'est le cas d'un de mes petits-fils ici présent. Et notre philosophe s'interroge face à la transmission du savoir et aux mutations en cours. Sans doute convient-il, selon lui, « d'inventer encore d'inimaginables nouveautés ». Mais aussi, comme nous y invitent Jean-Claude Seys et Dominique Lecourt de la fondation Diderot à « Retrouver le sens du progrès ». J'ajouterai, donner du sens au progrès, comme cela a été discuté ce matin même lors de la réunion de notre Commission académique. Nous allons tenter en 2012 de donner forme à ce projet ! Je vous remercie de votre attention.